# Communiqué de l'AG du 2 novembre 2026 des doctorant·es et des vacataires de Paris 1

Nous, doctorant·es, ATER, vacataires et précaires de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, réuni·es en Assemblée générale ce lundi 2 novembre, manifestons notre solidarité et exprimons notre total soutien au mouvement lycéen et étudiant en cours depuis plusieurs semaines.

Nous dénonçons et nous nous opposons avec la plus grande vigueur à la répression policière qui s'est abattue sur le mouvement, notamment l'intervention de la BRAV-L lors d'une autre AG à Sorbonne-Nouvelle et plus globalement lors de manifestations où des étudiant·es et lycéen·nes ont été mutilé·es par les forces de l'ordre.

Nous nous inquiétons enfin de la tournure autoritaire que prend l'action du gouvernement et des préfectures, qui interdisent des manifestations, alors que souvent, comme à Paris, le parcours avait été autorisé quelques jours auparavant.

En tant que travailleur·euses précaires de l'université, nous devons nous impliquer pleinement dans cette mobilisation. Les fermetures administratives intempestives et le recours en distanciel, sans qu'aucun cadre réglementaire ne soit posé, entravent concrètement notre engagement. Plus généralement, elles aggravent les conditions d'études et de travail des usager·ères et agent·es de l'université. Ainsi, les moniteur·rices étudiant·es voient des heures de travail annulées au dernier moment, sans qu'aucune proposition de rattrapage ne puissent être soumise et acceptée. Plusieurs centaines d'heures ne sont donc pas payées. Cette situation, indépendante de la volonté de ces travailleur·euses, aggravent leur précarité.

Nous, travailleur·euses précaires de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, exigeons, aux côtés des revendications des lycéen·nes et étudiant·es, que soient actés :

— La fin des fermetures administratives et la rémunération de toutes les heures de travail empêchées par de telles décisions, en particulier celles des tuteur·rices, des moniteur·rices étudiant·es des bibliothèques et des enseignant·es vacataires ;

— Le refus collectif, de la part de tou·tes les enseignant·es, du recours aux cours en distanciel et encore plus du fait qu'ils puissent être l'objet d'évaluation ;

— Une clarification de la position de la présidence, de la CFVU et de toute instance compétente sur le recours aux enseignements en distanciel ainsi que la dénonciation de toute pratique illégale constatée (contrôle de l'assiduité, évaluations à distance…) ;

— La banalisation des cours du premier semestre afin d'acter que ce semestre ne s'est pas déroulé normalement, et pour qu'il n'y ait pas de rupture d'égalité entre les étudiant·es ;

— La non-application des frais d'inscription différenciés et le remboursement immédiat des frais acquittés par les étudiant·es étranger·ères ;

— La contractualisation des doctorant·es vacataires et l'exonération des frais d'inscription de tou·tes les doctorant·es ;

— La sortie de Paris 1 de Parcoursup et Mon Master comme certaines universités le font déjà ;

— La création massive de postes de titulaires.

Pour participer, construire et généraliser la mobilisation, nous encourageons tou·tes les travailleur·euses de Paris à rejoindre les initiatives d'université ouverte et populaire, telles qu'elles peuvent déjà exister au centre Saint-Charles ou à Censier.

**Nous appelons enfin tou·tes les agent·es de l'université Paris 1 à se mettre en grève ce jeudi 5 novembre et à manifester dans la rue.**